

Journal de Palestine

Dossiers

N° 582 du 08.06.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Les israéliens se bousculent pour un deuxième passeport.

1 Dossier

1-1 Nakba 63, c'est le moment du retour : Tsalal tue et blesse de tous les côtés.

1-2 Michel Collon : "On ne peut pas dire la vérité à la télé. Il y a trop de gens qui regardent !"

1-3 Eva Bartlett : Invincibles, les Flottilles de la Liberté se multiplient.

1-4 La seconde flottille déterminée à forcer le blocus israélien.

1-5 Robert Bibeau : BANTHOUSTAN PALESTINIEN ?

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

2-1 Mick Napier : Le Premier ministre d'Écosse demande des sanctions contre Israël.

3 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

3-1 LE COMBAT OBAMA – NETANYAHU : **LA REVANCHE**

3-2 Salem Ferdi : Obama rate le printemps arabe.

3-3 Omar Barghouti : Obama, le printemps arabe, et le manque de pertinence de ses discours.

3-4 The Jerusalem Fund : Ce que veut dire et ne veut pas dire l'ouverture de Rafah...

3-5 Khaled Amayreh : Célébrer 63 années de nettoyage ethnique...

3-6 Un rapport explosif de B'Tselem : L'annexion israélienne de la vallée du Jourdain et du nord de la Mer Morte.

Tiré a part

Les israéliens se bousculent pour un deuxième passeport.

A lire absolument un excellent article traduit de l'anglais :

<http://www.centpapiers.com/les-israeliens-se-bousculent-pour-un-deuxieme-passeport/72477>

1 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Nakba 63, c'est le moment du retour : Tsahal tue et blesse de tous les côtés.

La tension était vive dimanche à Jérusalem-Est AlQuds occupée, dans les territoires palestiniens de 1948, en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza, au Liban et en Syrie, durant la commémoration de la "Nakba" (la catastrophe).

La date commémore l'usurpation de la Palestine et l'expulsion de plus de 800.000 Palestiniens de quelques 700 villages, détruits ultérieurement dans leur majeure partie . Sachant que quelque 70 massacres avaient précédé cette expulsion forcée , causant la mort de 15.000 Palestiniens.

Cette année, et pour la première fois depuis 63 années, des milliers de Palestiniens venus de plusieurs régions palestiniennes et arabes, en particulier libanaises et syriennes se sont rendus vers la frontière avec la Palestine usurpée pour commémorer cette douloureuse occasion.

Leur slogan pour cette année: la Nakba c'est fini! c'est le moment du retour!

Qalandia: les heurts se poursuivent: un martyr et des dizaines de blessés

Ce dimanche, des heurts ont éclaté dès le matin dans le quartier arabe d'Issawiya ainsi que dans le camp de réfugiés de Chouafat et au checkpoint de Kalandia, à l'entrée de Jérusalem AlQuds occupée.

Selon un dernier bilan (14h44 GMT) il y a eu un martyr et plusieurs dizaines ont été blessés par des tirs israéliens. Dans l'après-midi, les affrontements se sont poursuivis.

Les manifestants lançaient des pierres et les forces israéliennes ripostaient en tirant des grenades lacrymogènes et des balles caoutchoutées.

Un des blessés, atteint à la tête par une balle caoutchoutée, est dans un état grave, selon des sources médicales et des témoins. Une porte-parole militaire israélienne a de son côté fait état de "confrontations entre quelque 200 manifestants et des garde-frontières".

Samedi, l'armée israélienne qui a ouvert le feu contre les manifestants Palestiniens du quartier de Selwane à Jérusalem AlQuds occupée, avant blessé mortellement un jeune adolescent de 16 ans, Milad Samir Ayyache.

Dans la nuit de samedi à dimanche, des affrontements avaient été signalés dans la Ville sainte.

13 Palestiniens ont été interpellés , ce qui porte à plus de soixante le nombre de Palestiniens arrêtés depuis le début des commémorations vendredi, selon le porte-parole de la police israélienne.

Ailleurs; l'armée israélienne a fait état d'incidents à Birzeit, qui héberge la principale université palestinienne, et dans la région de Hébron (sud).

Interrogé dimanche à la radio publique, un haut gradé israélien en Cisjordanie a précisé que ses forces œuvraient "en coordination avec les services de sécurité de l'Autorité palestinienne" du président Mahmoud Abbas pour assurer le contrôle de la situation.

Bande de Gaza : un martyr et plus de 60 blessés

Alors que dans le nord de la bande de Gaza, un palestinien a été tué et 60 autres ont été blessés, dont de nombreux enfants, lorsque l'armée israélienne a ouvert le feu sur une foule de jeunes Palestiniens se dirigeant vers le côté gazaouie du terminal frontalier avec l'entité sioniste à Beit Hanoune (Eretz), selon un porte-parole des services d'urgences de Gaza.

Selon des correspondants de l'AFP, des blindés israéliens ont tiré des coups de semonce en l'air. Alors que l'agence palestinienne Maan a affirmé que les tirs de blindés avaient été dirigés en direction des manifestants.

Citant des témoins, l'agence palestinienne indique que les soldats de l'occupation ont aussi utilisé des pour tirer contre les manifestants. Les blessés ont été atteints à la tête et au ventre.

Selon la radio israélienne, quelque 10.000 policiers et gardes-frontières sont en état de mobilisation. L'armée a par ailleurs déployé sept bataillons supplémentaires (environ 3.500 hommes) en Cisjordanie occupée contre laquelle l'armée israélienne a imposé un bouclage strict de samedi minuit (21H00 GMT) jusqu'à la même heure dimanche.

Majdal Shams occupée investie par les jeunes palestiniens

Au Golan syrien occupé, l'armée de l'ennemi sioniste a ouvert le feu contre des milliers de manifestants palestiniens et syriens qui s'étaient rendus vers le village de Aïn EITineh, située en face de la localité occupée de Majdal Shams. Dans les images diffusées par la chaîne d'Almanar, les manifestants se sont trouvés dans un face à face avec des dizaines de soldats israéliens armés jusqu'aux dents qui ont alors ouvert le feu.

Plusieurs manifestants ont été blessés. Il y aurait eu 4 manifestants tués, et une centaine de palestiniens ont été blessés.

Selon le correspondant d'AlManar en Syrie, certains manifestants sont parvenus à investir la localité occupée par Israël de Majdal Shams.

Au Liban, quatre jeunes martyrs et des blessés

Au Liban où une grande marche a été organisée, comprenant des milliers de réfugiés palestiniens venus des camps palestiniens de toutes les régions, lesquels se sont rendus vers la l'emblématique localité libanaise Maroune Rass située aux confins avec la Palestine usurpée.

Les bus portaient des noms de localités arabes d'où les Palestiniens ont été expulsés comme Haïfa ou Oum el-Fahm.

"Le but de la marche est de rappeler aux nouvelles générations nées hors des frontières de la patrie que des terres de nos pères et grands-pères ont été usurpées par les juifs, qu'on a été chassé de là-bas et que nous devons récupérer ces terres", a affirmé l'un des organisateurs Ayad Abou al-Aynayn.

Alors que du côté israélien, zone décrétée « zone militaire interdite d'accès pour la journée de dimanche » selon une porte-parole militaire, les militaires israéliens étaient en état d'alerte. Samedi, Tel Aviv avait envoyé un ultimatum aux autorités libanaises les mettant en garde contre toute escalade à la frontière.

« Par notre âme, par notre sang, nous nous sacrifions pour toi Palestine » scandaient les manifestants palestiniens à Maroune ErRas localité sudiste emblématique vu que les forces armées israéliennes ont été incapables de l'investir durant la dernière guerre israélienne contre le Liban en 2006.

Après la prière de midi, un festival a eu lieu au cours duquel des discours ont été prononcés par des responsables palestiniens. Des milliers de ballons aux couleurs du drapeau palestinien et transportant le drapeau palestinien ont été dépêchés.

Durant les festivités, des centaines de jeunes palestiniens se sont approchés de la barrière frontalière entre le Liban et la Palestine jetant des pierres contre les soldats israéliens. Ce à quoi ces derniers ont riposté en ouvrant le feu d'une façon ciblée, tirant sur les têtes et les poitrines, selon le correspondant d'AlManar.

Il y aurait eu quatre martyrs et des dizaines de blessés.

Tel Aviv: une petite vengeance?

A Tel Aviv, et dans ce qui semble être une riposte à l'assassinat du jeune Ayyache, un camionneur palestinien de 22 ans a percuté en début de matinée un bus et au moins quatre véhicules, faisant un tué et au moins cinq blessés, selon la police.

Selon l'AFP, la police israélienne s'efforce de déterminer s'il s'agit d'un accident ou pas.

En guise de riposte officielle le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est contenté de s'étonner : "Il est regrettable que des extrémistes prennent prétexte de l'anniversaire de la création de la démocratie israélienne pour répandre la haine", a déclaré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

15/05

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=15533&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=20&s1=1>

MICHEL COLLON CONTRE LES MEDIA MENSONGES

1-2 Michel Collon : "On ne peut pas dire la vérité à la télé. Il y a trop de gens qui regardent !"

Interview : Julien Versteegh

Sommes-nous bien informés sur Gaza, le Hamas, l'Histoire ?

Pourquoi ce divorce entre l'opinion des "Vieux Européens" et les citoyens d'origine immigrée ?

Que peut-on faire pour surmonter ce fossé? Michel Collon, spécialiste des conflits, répond aux questions « provocantes » de l'hebdomadaire belge Solidaire.

La crise économique et les soucis quotidiens occupent les esprits et Gaza passe peut-être en second plan dans le quotidien des travailleurs. Pourquoi ?

Michel Collon. Coluche disait « On ne peut pas dire la vérité à la télé, il y a trop de gens qui regardent ». La question à poser à la population belge est : pensez-vous être bien informés ? Croyez-vous que dans une région comme le Moyen-Orient avec toute la richesse du pétrole, on va vous dire la vérité ?

Les médias et l'école cachent soigneusement comment Israël s'est imposé. Imaginez ceci... Vous Belges, vivant et travaillant ici depuis des générations, tout d'un coup, des gens débarquent : « Nos ancêtres vivaient ici il y a deux mille ans, notre Dieu a dit que cette Terre nous appartient, allez ouste, dehors ! » Vous devez quitter votre maison, vos champs, vos richesses et aller vivre dans des tentes. D'abord, les envahisseurs prennent Bruxelles, Anvers, le Hainaut. Un peu plus tard, Liège et la Flandre occidentale. Ils bloquent toutes les routes avec un grand mur. Et finalement, vous vous retrouvez tous parqués autour d'Ostende et au fond des Ardennes. Dans des conditions de vie misérables. En plus, on vous traite de menteurs, de violents, de terroristes. Eh bien, remplacez Ostende par Gaza, et les Ardennes, par la Cisjordanie, vous avez exactement ce qu'a fait Israël !

A propos de désinformation, les Belges ont quand même eu un fameux avertissement, non ? La RTBF a réussi à leur faire croire que la Belgique avait disparu en une soirée. Alors, prudence ! Dans les années 80, au Nicaragua, un gouvernement de gauche voulait éliminer la pauvreté et résister aux États-Unis. Le Nicaragua a été attaqué par des terroristes financés par la CIA, et diabolisé par les médias. Les sandinistes ont été chassés et le pays est retourné à la misère. Un prêtre nicaraguayen, alors ministre de la culture, disait : « Quand je vois ce que les médias racontent sur mon pays que je connais bien, je me dis que je ne dois rien croire de ce qu'ils racontent sur les pays que je ne connais pas ».

Le grand problème, des Belges, des Français, des Européens sur le conflit israélo-palestinien c'est qu'ils sont désinformés. Avec quelques rares exceptions, la télé se met du côté d'Israël. Ces derniers jours, elle a fini par montrer les crimes d'Israël. Mais tant qu'on le présente comme "ripostant à des roquettes", on justifie le colonialisme.

Quand même le Hamas a commencé et il prend la population palestinienne en otage, non ?

Michel Collon. Non. A propos des roquettes tirées sur des villes israéliennes, on ne nous dit pas que des Palestiniens (Hamas, Fatah et individus) les tirent sur des villes dont on a chassé leurs parents. Ils y habitaient avant ! Pourquoi le cache-t-on ? Mais surtout : le Hamas a respecté la trêve pendant des mois. Or, cette trêve avait plusieurs conditions. Israël devait lever le blocus qui étranglait Gaza, il ne l'a pas fait. Il ne devait plus commettre d'agressions militaires, il en a commis. L'Égypte devait ouvrir ses frontières, cela n'a pas été fait. En réalité, c'est Israël qui n'a pas respecté la trêve.

Le Hamas, c'est quand même des fondamentalistes. Des progressistes peuvent-ils les soutenir ?

Michel Collon. D'abord, pendant des décennies, quand le Hamas n'existait pas encore, Israël a tout fait pour détruire le Fatah d'Arafat et les mouvements palestiniens de gauche. Ensuite, comme le Hezbollah au Liban, le Hamas semble d'accord de respecter le mode de vie de l'ensemble des populations à Gaza.

Les gens ont voté Hamas, s'estimant trahis par les précédents dirigeants palestiniens. Si vous interrogez des Palestiniens de gauche et laïcs, ils ont voté pour le Hamas parce c'est le parti qui résiste. Il est faux de dire que le Hamas prend les Palestiniens en otage, ce sont tous les Palestiniens refusent et refuseront toujours la colonisation, même si demain le Hamas était totalement détruit.

Enfin, on nous dit ensuite de façon un peu raciste que ces gens sont des musulmans et qu'ils sont des fanatiques... Qu'on m'explique alors pourquoi les USA organisent des coups d'Etat pour renverser Chavez, un fervent chrétien ! Ou Evo Morales, un Indien. Au Venezuela, avant Chavez, 80 années de richesse pétrolière ont produit 80 % de pauvres. L'argent partait dans les poches d'Exxon. Chavez, Evo, les Irakiens ou les Palestiniens : rien à voir avec la religion, tout à voir avec le pillage des ressources de ces pays.

Mais en Palestine, il y a peu de ressources naturelles...

Michel Collon. Le Moyen-Orient forme un ensemble. Les Arabes se voient comme une seule nation. Ce sont les colonisateurs qui ont divisé la région pour mieux la contrôler. Les Britanniques, puis les États-Unis ont veillé à mettre le pétrole aux mains des rois, des riches saoudiens et autres marionnettes pendant que le reste du monde arabe se débat dans la pauvreté et le sous-développement. Israël est surarmé par Washington pour être le gendarme du Moyen-Orient. De plus, il veut construire un pipe-line qui en fera le distributeur du pétrole irakien sur la Méditerranée.

Israël prétend qu'il n'y a personne en face pour négocier et que la paix est impossible.

Michel Collon. La paix est possible au Moyen-Orient. Il faut créer un seul État garantissant tous les droits à tous : juifs, musulmans, chrétiens ou athées. Un État ne peut pas être fondé sur une religion privilégiée, excluant ou rabaisant les autres. Un seul État, un homme une voix, et le droit au retour pour ceux qui ont été chassés. Beaucoup de Palestiniens et d'Israéliens pensent qu'il faudra une solution transitoire avec deux États. A eux de trancher. Sans doute qu'avec toute la haine qui a été semée, il faudra une ou deux générations pour arriver à une coexistence harmonieuse. En tout cas, je maintiens qu'Israël est l'État le plus raciste au monde, pratiquant le nettoyage ethnique contre les Arabes. Pour arriver à une solution il faut mettre fin à ce racisme. Un État comportant plusieurs cultures n'est pas un appauvrissement, mais un enrichissement.

Je pense qu'avec ces provocations et ces destructions terribles, Israël ne veut pas la paix. Il refuse de négocier en sachant que cela risque de provoquer des attentats. Il aura ainsi un prétexte pour justifier ses nouvelles déportations et annexions.

Le ministre belge des affaires étrangères Karel De Gucht et ses collègues européens semblent prendre une position neutre dans l'histoire...

Michel Collon. De Gucht n'est absolument pas neutre, et l'U.E. non plus. Elle vient de voter pour Israël un statut de quasi-membre de l'Union européenne alors qu'Israël viole toutes les résolutions de l'ONU et le droit international depuis des dizaines d'années ! Elle a qualifié de 'terroriste' le gouvernement Hamas élu démocratiquement, ce qui a donné le feu vert à l'agression. Quand la ministre des affaires étrangères israélienne dit qu'Israël défend les valeurs de la communauté internationale devant Sarkozy, celui-ci applaudit.

Quand on voit comment Sarkozy, Merkel, De Gucht et compagnie ont soutenu Israël tout le temps, je dis que ce sont eux qui bombardent en notre nom. Va-t-on continuer à le tolérer ?

C'est surtout la population belge d'origine immigrée qui se mobilise actuellement. Pourquoi y a-t-il encore tellement d'indifférence et de passivité des travailleurs « belgo-belges » ?

Michel Collon. Ils sont maintenus dans l'ignorance. Mais la guerre en Palestine fait partie d'une guerre globale Nord - Sud qu'on mène en notre nom. On ne peut comprendre le monde d'aujourd'hui si on ne comprend pas pourquoi la richesse est au Nord et la pauvreté au Sud.

Les grosses sociétés européennes ont volé l'or et l'argent de l'Amérique latine, les minerais, le caoutchouc et les esclaves de l'Afrique (avec notre Léopold II coupant les mains quand on refusait de travailler pour lui), et le pétrole du Moyen-Orient. Aujourd'hui, le tiers monde reste pauvre car les multinationales s'y installent en payant les travailleurs une misère, en interdisant les syndicats, en corrompant les dirigeants politiques et la police.

Donc, toute la richesse du Sud continue de partir vers le Nord. Ceci place les travailleurs belges devant un choix moral : se ranger du côté des volés ou des voleurs ? Réclamer justice ou faire l'autruche en espérant profiter un peu du vol ?

Nous devrions témoigner de plus de curiosité et d'ouverture. En Belgique, nous avons la chance d'avoir des immigrés, y compris des travailleurs sans-papiers. Il faut parler avec eux, les écouter. On peut en apprendre beaucoup ! Les Arabes vous expliqueront ce qu'a fait l'Europe au Moyen-Orient depuis des siècles. Les Noirs vous expliqueront ce qu'elle a fait au Congo. Les Latinos pourquoi il y a encore 44 % de pauvres alors que l'Amérique latine est très riche.

Je compare la situation actuelle au Titanic. Avec les très riches en première classe, les classes moyennes et les travailleurs qui sont dans la troisième classe sans beaucoup de confort mais ils sont dans le bateau.

Seulement le Titanic fonce vers le désastre car le capitaine et surtout les armateurs gagnent gros. Sur le dos de ceux qui rament, les esclaves du Sud, et sur le dos des travailleurs du Nord. En les appauvrissant et en nous appauvrissant continuellement, ils provoquent la crise, car ils n'ont plus personne à qui vendre.

Les travailleurs belges veulent-ils rester dans le Titanic, fondé sur l'appauvrissement du tiers-monde, un système qui, après la crise financière, s'en prépare d'autres, peut-être plus graves encore ? Le nombre de pauvres n'a cessé d'augmenter dans le monde depuis 20 ans. Veut-on couler avec le Titanic ou choisir une autre façon de naviguer basée sur des rapports Nord-Sud justes ?

Que faire alors ?

Michel Collon. Depuis quelques années, je travaille avec l'équipe Investig'Action, et mon site www.michelcollon.info pour décoder l'info, donner la parole aux exclus de l'info officielle, montrer les images cachées, apprendre à repérer les médiamensonges. Beaucoup de gens m'écrivent, dégoûtés par la presse et découragés, car on ne les écoute pas.

Il faut une stratégie collective pour que les gens puissent tester l'info et devenir actifs. L'info est un droit qui se conquiert et ne tombe pas du ciel. Comme tous les autres droits. Ca nécessite une démarche active. Par exemple, si un responsable syndical a encore un doute sur qui est l'agresseur et le colonisateur entre Israël et les Palestiniens, qu'il organise donc pour tous ses affiliés un débat avec les deux parties, qu'il s'informe sur Internet, auprès des syndicalistes palestiniens et auprès de ceux que la télé exclut de ses débats !

Pour conquérir le droit à une information de qualité, complète et non manipulée par des intérêts, nous avons besoin d'un mouvement citoyen pour l'information, à la base. « Nous sommes tous des journalistes ! »

<http://www.ptb.be/fr/hebdomadaire/>

1-3 Eva Bartlett : Invincibles, les Flottes de la Liberté se multiplient.

Un nouveau mémorial flambant neuf se dresse au centre du port endommagé de Gaza. Flanqué des drapeaux des différents pays dont les citoyens ont tenté d'atteindre Gaza en bateau pour mettre en avant le siège impitoyable de Gaza, le mémorial porte les noms des militants du mouvement turc de la solidarité qui sont morts il y a un an quand les membres d'un commandé israélien arrivés par les airs au dessus de la Flottille de la Liberté ont tiré avec des fusils mitrailleurs, faisant 9 morts et plus de 50 blessés parmi les civils qui se trouvaient sur le bateau.

Un an après l'attaque illégale israélienne de la flottille et l'enlèvement de plus de 600 civils dans les eaux internationales, le port de Gaza fourmille de gens pleins d'énergie : ils sont venus commémorer les morts et annoncer les bateaux de la Flottille numéro 2 qui vont arriver prochainement à Gaza. Le Premier ministre palestinien Ismail Haniya fait un discours pour remercier les militants turcs et leur gouvernement pour leur soutien indéfectible à la Palestine.

Depuis les bateaux "Free Gaza" arrivés en 2008 - les premiers bateaux à briser le blocus et les premiers bateaux à s'amarrer dans les docks de Gaza depuis qu'Israël à investi la bande de Gaza en 1967 - le mouvement qui amène des bateaux à Gaza s'est développé de manière exponentielle. *Free Gaza* a réussi à rentrer cinq fois dans le port de Gaza et quatre autres expéditions ont été violemment contrecarrées par la marine israélienne.

L'expédition maritime de 2008 a été interrompue par un navire de guerre israélien qui a arraisonné un bateau de *Free Gaza* transportant du matériel médical, des militants non violents, des chirurgiens et des journalistes. La tentative de 2009 a avorté quand les soldats israéliens sont montés à l'abordage et se sont mis à battre et à kidnapper les passagers qui se trouvaient pourtant dans les eaux internationales. En juin 2009, un autre bateau a été stoppé par la marine israélienne et ses passagers ont été kidnappés et déportés.

Les différents bateaux transportaient des militants non violents, des journalistes de presse et de télévision, des parlementaires européens, des juifs solidaires de la Palestine dont des survivants de l'holocauste et des militants et des journalistes israéliens et même des Palestiniens qui ne peuvent pas sortir de Gaza pour aller étudier dans des universités étrangères ou qui n'ont pas le droit de rentrer à Gaza pour rejoindre leurs familles.

Israël bloque le passage des bateaux qui veulent rentrer et sortir de Gaza sous le prétexte de la sécurité pour soi-disant empêcher que des armes de contrebande n'entrent à Gaza. Dans tous les bateaux qui ont été arraisonnés et emmenés de force en Israël on n'a trouvé que de l'approvisionnement humanitaire. Loin de défaire le mouvement des bateaux vers Gaza, les agressions d'Israël ont eu l'effet inverse.

Des bateaux en provenance de Libye, de Malaisie et un bateau transportant des militants juifs ont fait route sur Gaza et ont été bloqués par des navires de guerre israéliens avant d'arriver à la bande de Gaza. Il y a deux semaines, des soldats israéliens ont tiré sur un navire d'aide humanitaire malaisien qui transportait des canalisations pour un projet sanitaire à Gaza et l'ont obligé à aller dans un port égyptien.

En mai 2010, *Free Gaza*, soutenu par l'organisation humanitaire turque IHH, a envoyé à nouveau des bateaux et des militants vers la bande de Gaza assiégée, cette fois accompagnés par la grand bateau turc le *Mavi Marmara*. Quand les six navires de la Flottille de la Liberté et leurs 600 passagers ont approché Gaza, les commandos israéliens se sont mis à tirer avec des fusils mitrailleurs sur les navires qui se trouvaient dans les eaux internationales. Grâce à la retransmission par satellite, l'assaut a été enregistré et retransmis à des spectateurs incrédules à Gaza et dans le monde entier.

Keven Niesh, un militant canadien de 53 ans qui se trouvait à bord du *Mavi Marmara* a décrit les meurtres. "*Il y avait plusieurs hommes qui avaient deux impacts de balles côte à côte sur le côté de la tête -ils ont clairement été exécutés*" a dit Neish à Counter Punch dans un interview après le massacre de la Flottille l'année dernière.

Les militants internationaux ne se sont pas laissés décourager par les massacres de l'année dernière et ils ont organisé la Flottille de la Liberté numéro 2 qui doit prendre la mer dans un mois avec au moins 10 bateaux et plus de 1000 militants. Des bateaux canadiens et étasuniens se joindront à l'Europe, la Turquie et d'autres pays.

Tout de suite après le massacre de l'année dernière, les autorités égyptiennes ont ouvert partiellement le passage de Rafah. Pour faire taire les critiques, les autorités israéliennes ont ensuite annoncé un allègement du siège de Gaza. Mathilde De Riedmatten, du Comité International de la Croix Rouge (CICR), a fait remarquer dans un interview de mai 2011 que *"l'entrée des marchandises dans Gaza est toujours très limitée non seulement en termes de quantités mais en termes de choix de produits autorisés."*

Plus récemment, les autorités égyptiennes ont annoncé l'ouverture continue du passage de Rafah.

Le Centre palestinien des droits de l'homme (CPDH) cependant note que ce changement n'aura pas d'impact sur les importations ni les exportations ni sur l'économie de Gaza. *"Ces procédures ne soulageront pas les souffrances des civils Palestiniens ni ne changeront la situation économique causée par le strict blocus imposé à la bande de Gaza"* selon le CPDH.

Le CPDH demande *"que soit levé le siège israélien imposé à la bande de Gaza, que les barrages soient ouverts pour permettre les transactions commerciales et la liberté de mouvement des personnes y compris les mouvements entre la bande de Gaza et la Cisjordanie par les points de passage contrôlés par les forces d'occupation israéliennes."*

Le siège de Gaza a un impact sur l'eau potable (95% de l'eau de Gaza a une qualité inférieure aux normes de l'organisation mondiale de la santé), le système sanitaire (les eaux usées sont pompées quotidiennement dans la mer par manque de capacité de stockage), et les secteurs de l'agriculture et de la pêche (les soldats israéliens tirent tous les jours sur les pêcheurs et les fermiers). Les niveaux du chômage et de la malnutrition montent en flèche, il y a sans arrêt des pannes d'électricité qui endommagent le matériel hospitalier et les Palestiniens continuent de vivre dans ce que de plus en plus de personnes extérieures appellent *"une prison à ciel ouvert"*. Le pianiste de renom, Anton Kuerti, qui soutient le bateau canadien pour Gaza, dit que le siège a fait de Gaza un endroit *"qui ressemble trait pour trait à un camp de concentration"*.

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a suggéré que les nations empêchent leurs citoyens de prendre la mer en disant que les gouvernements devraient *"utiliser leur influence pour décourager de telles flottilles qui peuvent engendrer une escalade de la violence."*

L'avocat de *Free Gaza* dit que *"la flottille ne viole aucune loi internationale ni aucune loi maritime de sorte qu'une interdiction absolue de naviguer vers Gaza viole le droit des Palestiniens de contrôler leurs propres ports et leur propre vie."*

La Turquie a demandé à Israël de s'excuser et d'indemniser les familles des militants assassinés et le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu, a dit sur la chaîne de télévision NTV que *"la Turquie répondrait comme il se doit à une autre provocation d'Israël en haute mer."*

David Heap, un militant très engagé de *Un bateau canadien pour Gaza*, dit que les participants de la flottille de la liberté n'ont pas peur. *"Nos gouvernements trahissent les Palestiniens de Gaza, la société civile doit prendre la relève."*

Tout comme *Free Gaza*, le but de la grande flottille est de mettre fin au siège de Gaza. Le bateau canadien pour Gaza (CBG) *"remettra en question la politique étrangère canadienne et le soutien inconditionnel aux crimes de guerre israéliens par le gouvernement actuel."*

Eva Bartlett

* **Eva Bartlett** est une avocate canadienne spécialisée dans les droits de l'homme. Elle vit actuellement dans la bande de Gaza.

IPS

3 juin

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10699

1-4 La seconde flottille déterminée à forcer le blocus israélien.

Les organisateurs d'une flottille d'aide humanitaire internationale ont réaffirmé hier à Istanbul leur détermination à forcer d'ici à la fin juin le blocus israélien sur Gaza. Quinze navires en provenance de différents ports de la Méditerranée appareilleront « dans 20 jours », soit aux alentours du 20 juin, pour Gaza, a indiqué Vangelis Piasias, coordinateur de la flottille, qui s'exprimait à bord du Mavi Marmara, navire amiral d'une première flottille pour Gaza prise d'assaut le 31 mai 2010 par des commandos israéliens. Neuf Turcs avaient péri à bord du Mavi Marmara durant l'assaut, qui avait suscité la réprobation internationale et a créé une grave crise dans les relations turco-israéliennes. Une manifestation devait avoir lieu dans la soirée sur la place de Taksim, la principale esplanade d'Istanbul, pour commémorer l'anniversaire de l'assaut. M. Piasias a également rejeté la proposition des autorités israéliennes de transférer les cargaisons humanitaires à Gaza après avoir vérifié qu'elles ne dissimulent pas d'armements.

Les bateaux de la deuxième flottille, venant du Canada, d'Espagne, des États-Unis, de France, de Grèce, d'Irlande, d'Italie et de Turquie, se retrouveront dans les eaux internationales au sud de Chypre, a précisé Hüseyin Oruç, de l'organisation caritative islamiste turque IHH, partenaire de la flottille. Outre quelque 1 500 militants d'une centaine de pays, ils transporteront des denrées humanitaires, des matériaux de construction - dont 600 à 700 tonnes de ciment -, des fournitures scolaires, des équipements médicaux, des médicaments et des jouets, a ajouté M. Oruç.

Interrogé sur la réaction des militants en cas de nouvel assaut israélien, M. Oruç a répondu qu'« ils n'attaqueront pas. Nous ne pensons pas qu'ils commettront une nouvelle fois cette même erreur (...) Les navires de la flottille sont des navires de paix. Les activistes vont naviguer paisiblement ». Le musicien israélo-suédois Dror Feiler,

représentant de la branche suédoise de la flottille, a également exclu le recours à la violence. La détermination de la flottille ne faiblit pas en dépit de la réouverture de la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza samedi à titre permanent. C'est la première fois depuis quatre ans que l'Égypte autorise la libre circulation des personnes. La réouverture du point de passage de Rafah, le seul de l'enclave palestinienne qui ne soit pas contrôlé par Israël, a été critiquée par l'État hébreu.

31 mai 2011

<http://www.lorientlejour.com/numero/4546/article/706097/> La seconde flottille déterminée à forcer le blocus israélien.html

1-5 Robert Bibeau : BANTHOUSTAN PALESTINIEN ?

La résistance engendre l'unité des résistants. La collaboration engendre l'unité des collabos et renforce la collaboration. L'unité de tous les collabos ne peut pas renforcer la résistance.

Ce sont ces principes simples qui doivent servir à apprécier l'entente d'unification signée par treize organisations palestiniennes, pour la plupart membre de l'OLP, au Caire en Égypte il y a quelque temps.

La photo montrant des manifestants palestiniens à Ramallah le jour anniversaire de la Nakba (des photos semblables ont été prises à Gaza et aux frontières syrienne et libanaise) indique la raison pour laquelle l'entité sioniste ne tient pas particulièrement à fragiliser le régime syrien de Bachar el Assad, ni celui de Mahmoud Abbas à Ramallah, ni celui de Khaled Mechaal à Gaza. En effet, Israël craint l'orientation imprévisible d'éventuels nouveaux gouvernements syrien et palestiniens advenant que les cliques au pouvoir en viennent à être renversées. L'exemple libanais a déjà fortement ébranlé Israël ; l'entité sioniste n'a pas su écraser la résistance héroïque du Hezbollah libanais. La stabilité et la prévisibilité des réactions gouvernementales arabes sont préférables à la déstabilisation anarchique risquant de laisser émerger des régimes populistes anti-sionistes en Syrie, en Palestine, au Liban et en Égypte « démocratisées », voilà la doxa de l'État major de l'armée sioniste à Tel-Aviv, le véritable dirigeant de la base militaire américaine au Levant (1).

En Palestine, le dilemme est de maintenir au pouvoir la vieille coterie de Mahmoud Abbas, président de pacotille dont le règne est terminé depuis deux années en vertu même de la Constitution palestinienne, ainsi que de ses nouveaux alliés du Hamas, ou alors de voir émerger une nouvelle résistance absolument hors de contrôle soutenue par la rue partout dans le Makrech Arabe.

« Cela s'est traduit par de multiples rassemblements, encore faibles en nombre de participants, systématiquement réprimés par le Hamas à Gaza et par l'Autorité palestinienne en Cisjordanie. Sur la place Manara à Ramallah, une tente occupée par de jeunes « blogueurs » surmontée d'un calicot « Le peuple veut la fin de la division » exprime clairement le ras-le-bol général d'une situation devenue insupportable. » (2)

Ces jeunes « blogueurs » dont il est fait mention ici étaient en fait commandités par les organisations du Fatah et du Hamas afin de laisser croire que les factions n'ont pas d'autre choix que de s'entendre puisque c'est la volonté populaire représentée par ces faire-valoir munis de leurs portables à clavier fournis par le fils Abbas, détenteur grâce à Israël de l'exclusivité de la commercialisation de ces appareils en Palestine occupée.

Le nouveau gouvernement égyptien, celui là même mis en place par les apparatchiks suite à la retraite précipitée de Moubarak, et toujours sous contrôle de l'ambassade américaine au Caire, aurait été à l'origine de cette entente de trahison nationale à laquelle treize factions, tout ce que l'OLP compte de groupuscules en quelque sorte, auxquelles s'ajoute le Hamas, cherchant tous à s'adouer pour se partager les futurs postes d'administrateurs dans les bantoustans virtuels (Gaza, Jéricho, Ramallah, Jénine, Naplouse et Hébron).

Le peuple palestinien revit ces temps-ci le scénario désastreux des Accords d'Oslo, de triste renom (3).

L'entente Fatah-Hamas dit ceci :

« Le texte prévoit la formation d'un **gouvernement de technocrates ou d'indépendants** ; la tenue d'élections présidentielle et législative d'ici un an ; la réforme de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et une **solution à la division des organes de sécurité. Comme il est prévu par les accords d'Oslo, c'est l'OLP et elle seule qui est habilitée à négocier des solutions de paix** avec le gouvernement israélien. Ce texte facilitera sans aucun doute la **campagne de l'Autorité en faveur de la reconnaissance par l'Assemblée générale des Nations unies d'un État palestinien indépendant** dans les frontières de juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. » (4)

Convenons que des personnalités palestiniennes indépendantes cela n'existe tout simplement pas. Quand une nation toute entière de réfugiés, d'emprisonnés (11 000), d'emmurés vivant sous blocus militaire, se bat pour sa survie contre un État génocidaire, tout individu faisant partie de cette nation est **soit un combattant de la liberté et de la résistance** face à l'ennemi sioniste ; **soit un défaitiste ou un collaborateur** déclaré ou inavoué, ce qui revient au même, l'un s'est déjà vendu, l'autre est à vendre.

Ce gouvernement provisoire sera donc un gouvernement de collaboration et de trahison nationale chargé en conformité avec les Accords d'Oslo (que le Hamas prétendait ne pas reconnaître) de préparer la future élection législative et présidentielle où Fatah, Hamas et autres factions, **feront campagne sous occupation et sous blocus israélien**. Ces élections permettront de distribuer les postes et les rôles de gardes chiourmes dans les bantoustans à venir, pendant que la soi disant « communauté internationale à l'ONU », à la solde des Américains, votera une résolution, **sans autre effet que de reconnaître selon le droit international le renoncement du peuple palestinien à plus de 75 % de ses terres spoliées par l'entité sioniste en 1948**. Cette résolution de l'ONU constituera la reconnaissance internationale de l'irréversibilité de la Nakba, de l'irréversibilité de l'invasion

et de l'usurpation des terres palestiniennes par les hordes de l'entité sioniste avec le consentement complice des carnassiers de l'Autorité et de l'OLP.

Cette résolution de l'ONU n'impliquera aucune obligation de la part d'Israël mais lui assurera en droit international **que plus de 75 % des terres déjà volées aux palestiniens ne leur seront jamais rétrocédées**. Pour les 20 ou 25 % des terres restantes, rien ne sera réglé et tout sera sujet à d'autres interminables palabres entre l'entité sioniste et les collaborateurs de l'OLP.

La récompense offerte au Hamas pour avoir concédé, sans aucune contrepartie de la part de l'ennemi, cette renonciation légale aux droits ancestraux du peuple palestinien sur les terres actuellement occupées par l'entité sioniste, a été l'annonce par le ministre des Affaires étrangères égyptien de la réouverture prochaine de la frontière avec Gaza. Voilà ce que c'est que de céder son droit d'aînesse pour un plat de lentilles.

Les analystes de salon proclament ces temps-ci que : « La décision de l'ONU d'une reconnaissance en septembre d'un « État palestinien », venant s'ajouter à l'accord de réconciliation (unité des collabos NDLR), constitue des points d'appui pour « **désenclaver** » la lutte du peuple palestinien et lui **redonner sa place centrale dans le combat anti-impérialiste**. » (5).

Rien n'est plus faux. Cette « **reconnaissance** » du renoncement à la libération de la terre palestinienne ; de la renonciation au **droit de retour** pour les millions de Palestiniens des camps de réfugiés (ceux qui ont manifesté aux frontières de la terre de la Nakba le 15 mai dernier et dont il n'est même pas fait mention dans l'entente d'unité et de fraternité des collabos, ni dans la résolution présentée à l'ONU), ainsi que le consentement à l'usurpation des droits ancestraux palestiniens, **garantissent véritablement « l'enclavement » de la lutte de libération nationale palestinienne**. Cet « enclavement » amorcé lors des Accords d'Oslo entérinés par l'OLP poursuivant sans relâche sa politique de capitulation et de trahison nationale auquel s'est maintenant joint le Hamas.

C'est la capitulation et la renonciation à leurs droits qui isolent les capitulards et entraînent la défaillance de leurs appuis solidaires internationaux, jamais la résistance. C'est la résistance à l'ennemi sioniste qui garantit l'unité des combattants, jamais l'inverse.

Espérons que le peuple palestinien et certaines de ses organisations de lutte nationale reprendront le flambeau de la résistance et de la libération totale de la terre palestinienne ancestrale jusqu'à l'éradication complète de l'entité sioniste, bastion depuis soixante trois ans de l'impérialisme occidental sur les terres arabes (6). C'est sur ces bases militantes de résistance résiliente que doit se forger l'unité des organisations qui adhèrent aux objectifs de libération nationale du peuple palestinien.

(1) <http://www.oulala.net/Portail/spip.php?article4945> et aussi http://www.ledevoir.com/international/proche-orient/323418/manifestations-de-la-nakba-l-anniversaire-d-israel-souligne-par-de-violents-heurts-aux-frontieres?utm_source=infolettre-2011-05-16&utm_medium=email&utm_campaign=infolettre-quotidienne

(2) <http://www.pressegauche.org/spip.php?article7232>

(3) <http://www.michelcollon.info/L-Egypte-derriere-l-accord-Hamas.html>

(4) <http://www.michelcollon.info/L-Egypte-derriere-l-accord-Hamas.html> et <http://www.michelcollon.info/Le-texte-de-l-accord-Hamas-Fatah.html>

(5) <http://www.pressegauche.org/spip.php?article7232>

(6) L'éradication de la structure étatique sioniste, théocratique et impérialiste israélienne ne signifie pas le rejet à la mer de toute la population israélienne non arabe. Lors de la création du nouvel état probablement multi ethnique, laïc et démocratique, il reviendra aux représentants du peuple d'établir les règles de naturalisation des individus vivant sur le territoire de ce nouvel état.

<http://www.ism-france.org/analyses/La-nouvelle-lubie-de-la-gauche-arabe-article-14605>

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

20.05.2011

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

2_Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Mick Napier : **Le Premier ministre d'Écosse demande des sanctions contre Israël**.

Campagne écossaise Solidarité Palestine

Le Premier ministre, Alex Salmond, s'est prononcé en faveur de sanctions économiques contre Israël. Il a décrit le massacre par Israël des neuf passagers du Mavi Marmara (31 mai 2010) comme une « *atrocité en haute mer* » et déclaré avec fermeté qu'Israël avait dépassé les bornes. « *Cela a des implications, et notamment sur les relations commerciales - vous ne pouvez pas avoir des relations normales avec un pays si vous pensez qu'il est impliqué dans ce quoi Israël s'est impliqué.* »

Les élections en Écosse ont brisé le moule politique écossais avec le triomphe du SNP (Parti national écossais). Le Parti travailliste pro-guerre et pro-Israël, les partis tori (conservateurs) et libéraux-démocrates ont été sanctionnés. Le leader du SNP, Alex Salmond, a tenté de faire mettre Tony Blair en accusation pour crimes de guerre en Iraq. Le gouvernement écossais a ouvert les hôpitaux écossais aux victimes palestiniennes de l'opération Plomb durci (27/12/2008-18/01/2009). Il faut mettre le gouvernement nationaliste sous pression pour qu'il mette ses actes en conformité avec ses déclarations.

Les élections en Écosse ont brisé le moule politique écossais, tous les partis politiques ont été battus sauf le SNP, et elles nous ont donné une majorité nationaliste au Parlement d'Édimbourg. Le système de vote avait été expressément conçu pour empêcher un tel résultat. Contrairement aux Palestiniens, toutefois, nous ne nous attendons pas à être sévèrement punis pour avoir voté d'une manière que Londres désapprouve.

Le Parti travailliste, les partis tori et lib-dém, qui ont attaqué notre niveau de vie ont été sanctionnés et le SNP a recueilli les fruits de son opposition aux réductions du niveau de vie, des services et de l'emploi.

Nous devons aussi rappeler que le leader du SNP, Alex Salmond, a dirigé son parti au cours des années en s'opposant aux nombreuses politiques foncièrement militaristes des autres partis : il a lancé une initiative en 2004 pour faire mettre Tony Blair en accusation pour crimes de guerre en Irak, et le SNP s'oppose au système de dissuasion nucléaire Trident. Salmond, de loin l'homme politique le plus populaire et le plus efficace d'Écosse, a également dénoncé, durement et publiquement, les crimes d'Israël. Après l'usage frauduleux des passeports britanniques par Israël pour l'assassinat du responsable du Hamas à Dubaï, dans une chambre d'hôtel en mars 2010, le Premier ministre Salmond a appuyé l'idée de sanctions économiques contre Israël. Il a repoussé l'expulsion par le gouvernement londonien d'un trop petit nombre d'officiels de l'ambassade israélienne, disant lors d'une émission *Question Time* sur la BBC que les crimes incessants d'Israël exigeaient plus qu'un « *ballet diplomatique* » après l'utilisation frauduleuse des passeports.

Salmond a qualifié le massacre par Israël des passagers du Mavi Marmara d' « *atrocité en haute mer* ». Aucun officiel du gouvernement du Royaume-Uni n'a voulu condamner Israël pour ces meurtres et David Miliband se contentant de dire qu'il « *attendait les éclaircissements* » du ministre israélien des Affaires étrangères, Lieberman. Alex Salmond, par contre, a déclaré avec fermeté qu'Israël avait dépassé les bornes. « *Cela a des implications, et notamment sur les relations commerciales - vous ne pouvez pas avoir des relations normales avec un pays si vous pensez qu'il est impliqué dans ce qu'Israël s'est impliqué.* »

Humza Yousef, nouvellement élu au Parlement écossais, a, à juste titre, souligné dans une lettre à la SPSC (Campagne écossaise Solidarité Palestine) qu'il y a eu « *des actions également, des centaines de milliers de livres ont été libérées pour des aides à Gaza, nos hôpitaux ont été ouverts pour soigner ceux qui avaient été blessés dans l'atroce agression en 2009 (c'était dans le cadre d'un appel que vous aviez lancé à l'époque directement au gouvernement écossais)* ».

Alex Salmond s'est aussi opposé à ceux qui cherchaient à faire l'amalgame des critiques politiques et de l'opposition aux crimes israéliens avec une hostilité à l'égard de la communauté juive. Alors qu'il prenait la parole devant la communauté juive de Glasgow en mai 2010, il lui a été demandé « *de faire ce qu'il pouvait pour mettre fin* » aux actions BDS devant les supermarchés de Glasgow. Salmond a répondu, se distinguant fondamentalement :

« *Je ne pense pas que nous devons accepter, en tant que communauté, que votre position dans la société écossaise soit jugée à partir de la politique d'Israël ni entachée par elle. La communauté juive n'a pas à répondre de cette politique. Il est possible de critiquer Israël sans être antisémite. La communauté juive ne doit pas être jugée sur son approbation ou sa désapprobation des actes d'Israël.* »

Il a également rejeté des allégations avancées par certains sionistes prétendant que l'antisémitisme conduisait les juifs hors d'Écosse, une accusation non fondée qui sert le programme sioniste pour que des juifs partent en Israël :

« *Je ne partage pas l'analyse selon laquelle la communauté juive souffrirait d'une vague de persécution ou que cet antisémitisme se développerait en Écosse au point même de mettre en péril cette communauté. Je ne crois pas que la communauté juive soit en état de siège ni même qu'elle se sente en état de siège... l'Écosse n'a jamais eu à légiférer pour contrer l'antisémitisme.* »

Les positions de Salmond sont en flagrante opposition avec celles du gouvernement de Londres, gouvernement qui a agressé et envahi l'Irak et l'Afghanistan, et approuvé chaque crime israélien. David Miliband, par exemple, a refusé de condamner l'attaque israélienne contre les bateaux en route pour Gaza avec de l'aide humanitaire, et David Cameron s'est déclaré lui-même comme un « *fier sioniste* », qui soutient Israël qui aurait agi avec « *une grande retenue* » contre les « *terroristes* » libanais et palestiniens.

Mais les violations israéliennes du droit international et les meurtres qui se poursuivent, l'emprisonnement massif et la dépossession du peuple palestinien, signifient que nous devons aller au-delà de l'aide humanitaire et des mots pour soutenir [l'appel palestinien au Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël](#) jusqu'à ce que les Palestiniens retrouvent leur liberté.

Cela signifie que nous devons faire pression sur le nouveau gouvernement écossais pour qu'il s'aligne sur les déclarations de son Premier ministre, Alex Salmond, qu'Israël mérite des sanctions commerciales. Sanctions qui doivent inclure l'annulation de la subvention aux entreprises écossaises de 200 000 livres à *Eden Springs*, société internationale à base israélienne de rafraîchisseurs d'eau, impliquée dans de graves violations des droits humains sur le Golan, territoire syrien considéré par le gouvernement britannique comme territoire occupé illégalement par Israël.

Aidez-nous à maintenir la pression sur le gouvernement pour agir conformément à l'appel de son Premier ministre, Alex Salmond, pour des sanctions commerciales contre Israël.

Rejoignez et soutenez la Campagne écossaise Solidarité Palestine.

Mick Napier - Président de la Campagne écossaise Solidarité Palestine
15 mai

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 LE COMBAT OBAMA – NETANYAHU : LA REVANCHE

De nombreux commentateurs sportifs ayant assisté à la dernière confrontation Obama-Netanyahu ont déclaré le pugiliste Netanyahu vainqueur par KO technique, surtout après le 4e round dans la salle du Congrès américain que le lutteur sioniste a remporté haut la main. Tous ces analystes oublient simplement que ce n'était qu'un combat qui appelle un match-revanche qui lui n'aura lieu qu'après 2012, suite à la réélection possible d'Hussein Obama comme aiment l'appeler les évangélistes américains.

Passons en revue les quatre premiers rounds de ce récent combat singulier. Le 13 mai, George Mitchell, l'émissaire spécial de Barack Obama au Moyen-Orient démissionne, suite à l'échec de sa mission soi-disant de paix. « En fait, c'est un constat d'échec pour ce diplomate chevronné, qui tire un mauvais bilan de ses deux années à tenter de briser l'impasse entre Israéliens et Palestiniens. Navettes, entretiens, pressions, compromis... Tout y est passé, en vain. Georges Mitchell n'a pas réussi à relancer le processus de paix, pas même à réunir les deux parties face à face autrement que pour des « photos », des séances photos sans lendemain comme le Proche-Orient en a tant connues. » (1)

Quand Barack a été élu à la présidence américaine, il avait sincèrement le projet de régler l'affaire palestinienne selon le point de vue américain évidemment, c'est-à-dire d'amener le leadership palestinien accrédité par Washington (L'Autorité sans autorité) à imposer d'autres compromis honteux au peuple palestinien en récompense de quoi lui, le Président des États-Unis (siégeant à dix mille kilomètres de la terre sainte), accorderait un État (bantoustan) au bon peuple palestinien, ce bantoustan couvrant la bande de Gaza actuelle et une partie de la Cisjordanie. L'étendue du terrain en Cisjordanie serait l'objet des négociations entre le gouvernement qui gère la base militaire américaine au Levant et l'Autorité palestinienne de l'accommodant Mahmoud Abbas, président illégal depuis deux ans.

L'une des concessions importantes attendues du traître Abbas concernait les 4 millions et demi de réfugiés palestiniens qui ne devraient avoir droit de retour que dans l'État bantoustan à venir; l'autre concession concernait Jérusalem : un village de la banlieue de la capitale israélienne serait rebaptisé Jérusalem et tiendrait lieu de capitale éternelle pour le peuple martyr palestinien, comme Yasser Arafat l'avait déjà concédé auparavant. Enfin. L'État bantoustan devrait être démilitarisé et seuls les services de sécurité répressifs seraient chargés d'incarcérer les palestiniens refusant ces concessions. Dernière concession l'eau disponible dans toute cette région serait en définitive sous contrôle israélien.

« Une Autorité palestinienne extrêmement souple, comme l'ont montré les « Palestine Papers », les documents de négociation qui ont « fuité » du côté de la chaîne Al Jazeera. Mais un leadership faible, incarné par Mahmoud Abbas » (2)

Ayant arraché toutes ces concessions aux négociateurs palestiniens, Barack Obama croyait l'affaire entendue. Il se heurta au gouvernement fasciste israélien qui avait justement été placé là par l'aile radicale – revancharde – du Congrès américain en prévision de ce bras de fer anticipé. Le gouvernement Netanyahu croit fermement que le temps n'est pas encore venu de négocier et de régler avec les traîtres palestiniens et que davantage de terre, d'eau et de concessions peuvent leur être arrachées. Voilà ce qui oppose les deux pugilistes.

La démission de Mitchell étant annoncée, Barack Obama s'avança dans l'arène le 19 mai dernier pour faire une grande déclaration impérialiste sur les affaires des peuples du Proche-Orient. Dans ce discours le président américain fit simplement le constat d'échec de toute sa politique étrangère dans cette partie du monde. Après avoir humilié son allié pakistanais, il le voit se tourner de plus en plus résolument vers l'impérialisme chinois concurrent, et soutenir les Talibans qui vont finir par chasser l'OTAN de leurs terres. L'Irak est maintenant dans la sphère d'influence iranienne et l'Iran poursuit son développement nucléaire et économique sous la houlette chinoise. Le gouvernement libanais est paralysé mais loin du contrôle américain. De nombreux pays arabes ont connu des révoltes mais aucune n'est vraiment apaisée, ni aucun gouvernement à la solde véritablement stabilisé. La marmite arabe pourrait ré-exploser sous peu. Obama promet un Plan Marshall pour l'Égypte et la Tunisie notamment, et il promet même de déposer un milliard de dollars dans la corbeille, alors qu'il ne possède pas les crédits nécessaires pour payer les fonctionnaires américains qui pourraient se trouver en chômage technique sous peu. De toute façon, que serait un milliard quand la Tunisie à elle seule réclame 25 milliards ? Les chinois, les véritables banquiers du monde (3 000 milliards de réserve), n'ont pas dit qu'ils contribueraient à ce plan mort né (3).

Sur la question palestinienne par contre, Obama a été très précis dans ce discours et pour la première fois de l'histoire américaine récente il annonce un programme complet et compromettant. Il indique qu'il maintiendra la pression sur les négociateurs palestiniens pour qu'ils ne remettent aucunement en question les concessions déjà convenues; cela visait particulièrement le Fatah et le Hamas pour qu'ils ne se lancent pas dans une surenchère de demandes et de refus pour gagner les élections qu'il a prévues pour eux l'an prochain. Donc, la question de Jérusalem comme capitale, la question des réfugiés et la question de l'État démilitarisé ne devront pas ressurgir lors des négociations qu'il souhaite pour après 2012.

Aux Israéliens, Barack Obama signifia que premièrement il prenait acte de l'échec de sa politique étrangère les concernant au cours de ce premier mandat; mais qu'il entendait se reprendre après sa possible réélection et que, cette fois, pour son dernier mandat, il entendait les faire plier. La condition qu'il leur a annoncée est précise : il souhaite un accord de paix entre les deux belligérants et la création d'un État palestinien dont les frontières devront être fixées À PARTIR DES LIMITES DE 1967, CECI PERMETTANT DES ÉCHANGES DE TERRITOIRES CONVENUS ENTRE LES DEUX PARTIES. Chaque mot de cette phrase est très important à comprendre.

Ceci signifie qu'il ne veut pas d'un État palestinien en fromage gruyère formé d'une constellation de cités emmurées et reliées entre elles par des tunnels, comme le proposent les sionistes. Qu'il accepte que certaines colonies sionistes (Ariel par exemple) soient annexées par Israël en contre partie de territoires quelconques à convenir entre eux.

Obama sait très bien qu'il a étiré la corde pour pendre les leaders palestiniens à son maximum et qu'il ne peut leur en réclamer davantage au risque de les obliger à se faire harakiri devant leur peuple. Par contre, il savait que Netanyahu n'accepterait jamais ces compromis et qu'il se rebifferait, Obama ne comptait pas obtenir son assentiment et de fait il annonce sans le dire que ce dossier est clos pour lui jusqu'après les élections de 2012.

Par contre, pour que cette manigance fonctionne, Barack Obama avertit déjà la partie palestinienne qu'elle ne doit pas s'enfermer dans les frontières rigides de 1967 (lui-même utilise le terme « limites » de 1967) par une malencontreuse résolution bidon à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre, résolution dont le Hamas ou d'autres factions palestiniennes se serviraient ensuite pour remettre en question d'autres concessions territoriales à venir pour les palestiniens et l'annexion israélienne de Jérusalem-Est déjà concédée depuis l'époque d'Arafat.

Benjamin Netanyahu comprend tout cela et il s'empresse, au moment même où son président fait son discours, d'annoncer sa rébellion et la construction de nouveaux logements à Jérusalem annexée. Le lendemain il se présente à la Maison Blanche en rejetant péremptoirement toutes les promesses présentées par son supérieur. Il court les médias américains pour insulter son hôte et en remettre toujours davantage. Il se présente enfin au Congrès pour annoncer son soutien au candidat républicain pas encore choisi; le Congrès à majorité républicaine l'entend bien ainsi et lui accorde ovation après ovation. L'élection américaine de 2012 est déjà engagée... Mais les primaires ne se tiennent pas dans les salons du Congrès.

Pendant ce temps Barack Obama tolère patiemment rebuffade après insulte, agression verbale après humiliation tonitruante sachant que le poltron Netanyahu peut bien s'exciter tant et mieux la véritable bataille ne se gagnera pas là et qu'à trop humilier et insulter publiquement le Président des États-Unis d'Amérique le larbin nuit à sa propre cause.

Les analystes politiques américains et français ne s'y trompent pas et annoncent déjà pour l'automne violence et troubles en Palestine occupée. Le peuple palestinien lui ne dit mot, il écoute et il comprend que des tas de gens sont à discuter et à se chamailler sur son dos sans aucunement écouter ses propos.

Les peuples arabes ont accumulé, depuis l'époque des Croisades puis de la colonisation européenne, une longue expérience de ces batailles contre l'occupant et de la trahison de certains de ses dirigeants, et ils savent que souvent il faut beaucoup de temps avant que le vent change de direction.

L'évolution démographique régionale, l'évolution économique (faillite de l'économie américaine), l'évolution politique et militaire (défaite militaire américaine après défaite) jouent toutes en faveur du peuple palestinien à long terme. Il lui suffit de maintenir ses positions de principes et de laisser le monde impérialiste occidental s'enfermer toujours davantage dans cette situation inextricable pour que dans vingt ou quarante ans la « datte » israélienne lui tombe dans les mains comme un fruit mûr (4).

(1) <http://www.rue89.com/2011/05/28/proche-orient-rendez-vous-a-la-prochaine-explosion-de-violence-206380-0>

(2) <http://www.rue89.com/2011/05/28/proche-orient-rendez-vous-a-la-prochaine-explosion-de-violence-206380-0>

(3) « Et encore, ce qui rend le FMI attirant, est qu'il peut fournir un soutien financier à ses pays membres. Depuis 2009, les fonds que possède le FMI ont augmenté, passant de 250 milliards de dollars à 900 milliards de dollars. Pour vous donner une idée concrète de ces 900 milliards de dollars, les réserves en devises de la Chine ont déjà dépassé 3 000 milliards de dollars, soit plus du triple. D'ailleurs, les fonds du FMI, qui ont subitement augmenté, ont un caractère de bulle, du fait qu'ils sont liés à la politique monétaire souple de la réserve fédérale américaine. Ainsi à l'heure actuelle, le rôle du FMI est très limité pour sauver l'Europe de la crise de la dette, bien qu'il soit aux mains des Européens. Quel résultat y aura-t-il pour les nouveaux pays montants, si un candidat venant de ces pays émergents est élu directeur général du FMI ? » <http://chine.aujourdhuilemonde.com/une-solution-chinoise-pour-le-fmi>

(4) <http://www.foreignaffairs.com/articles/67863/daniel-levy/same-netanyahu-different-israel?page=3>

31.05.2011

<http://www.centpapiers.com/obama-contre-netanyahou-%e2%80%93-le-jalon/71867>

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

3-2 Salem Ferdi : Obama rate le printemps arabe.

Washington s'adapte mais reste sous emprise israélienne:

Barack Obama se met au «printemps». Son discours n'est pas vraiment une rupture mais une adaptation aux changements en cours dans le monde arabe, qui ont commencé par emporter des dirigeants «amis» dont le très pesant Hosni Moubarak. Difficile de continuer à ignorer que la «rue arabe», soudainement anoblie en «peuple», n'ignore pas que les Etats-Unis ont toujours préféré les dictatures arabes aux démocraties. Les grandes appréhensions sur la «sécurité d'Israël» après la chute de Moubarak l'illustrent parfaitement. M.Obama et son Administration semblent pressentir qu'un mouvement de fond est en train de s'opérer dans le monde et ils ont décidé sur le plan du discours au moins de s'y adapter. En annonçant un soutien aux mouvements pour la démocratie dans le monde arabe. Le président américain estime ainsi qu'un changement d'approche est nécessaire sinon les Etats-Unis feront face à une profonde rupture avec le monde arabe. Comment s'exprime ce changement d'approche ? Il est aisé désormais de saluer les révolutions en Tunisie et en Egypte qui ont été, en dépit de toutes les tentatives de récupération, des surprises. Plutôt des «mauvaises surprises» qui contraignent l'Administration américaine à l'adaptation. Encore que ces pays «modèles» sont loin de recevoir un soutien économique sérieux à une transition risquée. Un milliard de dollars de dette effacé et près d'un autre en crédit bon marché, l'Egypte reçoit beaucoup moins que pour sa participation à la première guerre du Golfe (7 milliards de dollars). Les Tunisiens se contenteront de félicitations et de promesses. Ensuite, viennent les admonestations. Au Syrien Bachar Al Assad, un avertissement. Il doit choisir entre «diriger la transition ou s'écarter». Kadhafi est, lui, déjà condamné. Rien de plus facile à faire. Le président américain devient plus précautionneux quand il s'agit des régimes alliés. Au Bahreïn où la famille régnante réprime la majorité de la population (chiite) qui réclame l'égalité des droits, Barack Obama prône un «vrai dialogue». Il a aussi rappelé que le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, devait respecter ses engagements concernant la transition du pouvoir. Pas un mot cependant sur l'Arabie Saoudite, pays essentiel dans le dispositif, peu démocratique, des Américains dans la région. Mais les opinions arabes n'attendaient pas Barack Obama sur le terrain d'un combat démocratique qui se mène depuis des décennies, sans l'appui occidental.

Mises en garde aux Palestiniens

Les professions de foi démocratiques sont d'autant plus douteuses qu'il existe une surdétermination de la politique «arabe» de l'Administration américaine par le prisme israélien. Le président américain, qui n'a plus de crédit sur la question palestinienne a tenté, en jouant sur les mots, de créer une apparence de nouveau en évoquant un Etat palestinien dans les frontières de 1967. Une fausse avancée alors que sur le fond, Barack Obama ne déroge pas à la ligne de soutien total à Israël. «Le retrait complet et graduel des forces militaires israéliennes devrait être coordonné dans l'idée d'une responsabilité de la sécurité palestinienne dans un Etat souverain et non militarisé», a-t-il précisé. «Il faudra se mettre d'accord sur la durée de cette période de transition, et l'efficacité des accords de sécurité devra être démontrée». Le souci des intérêts israéliens prédomine. La référence aux frontières de 1967 s'accompagne d'une série de mises en garde et de critiques adressées aux Palestiniens. Comme les sionistes, Obama n'aime pas la réconciliation entre les Palestiniens et il ne dit rien sur les colonies. Il avait déjà opéré un repli sur le sujet sous la pression du lobby. Obama parle, tout comme Netanyahu, d'Etat juif et il annonce aux Palestiniens qu'il s'opposera à la reconnaissance de l'Etat palestinien par l'Onu. Le mouvement des citoyens arabes que M.Obama a choisi de saluer l'attendait strictement sur la question palestinienne et le constat est clair. Le président américain a raté le printemps... en Palestine.

Salem Ferdi

Samedi 21 mai 2011

Source : [Le Quotidien d'Oran](http://www.lequotidien-oran.com/)

[http://www.lequotidien-oran.com/...](http://www.lequotidien-oran.com/)

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Salem_Ferdi.210511.htm

<http://www.palestine-solidarite.org/rapport.BTselem.220511.htm>

3-3 Omar Barghouti : Obama, le printemps arabe, et le manque de pertinence de ses discours.

Dans son discours politique du jeudi 19 mai, le président US Barak Obama a dit qu'Al Qaïda a perdu sa pertinence avec l'explosion des révolutions arabes pour la liberté et la démocratie.

À mon avis, il en va de même, *mutatis mutandis*, pour les USA, mais peu de membres de l'établissement US sont disposés à l'admettre.

Dans son discours à l' AIPAC du dimanche 22 mai, M. Obama s'est montré, une fois encore, beaucoup plus l'avocat d'Israël que le président des USA, indisposant encore davantage le public arabe et beaucoup d'autres. Dans l'ordre de ses priorités, Obama consacre certainement plus de temps au choix des ses "ice-cream" qu'à la question palestinienne... Photo : Reuters (août 2010)

Alors que les Arabes franchissent la barrière de la peur et entreprennent de reconstruire leurs sociétés dans la liberté sur la base de principes démocratiques, la dernière chose dont ils ont besoin est l'assistance offerte par le gouvernement US ; ayant vu exactement comment les USA construisent la démocratie en Irak et en Afghanistan, on comprendra qu'ils accueillent l'offre de M. Obama avec scepticisme, pour dire les choses poliment.

Le printemps arabe a vu le jour en dépit du soutien accordé de longue date par les gouvernements US aux dictatures de Tunisie, d'Égypte, du Bahreïn, du Yémen et d'ailleurs. Le soutien US à la dictature saoudienne, incontestablement la plus totalitaire et la plus réactionnaire de toutes, a joué un rôle essentiel dans l'écrasement des révoltes populaires et des réformes démocratiques de cette oligarchie pétrolière. En Tunisie et en Égypte, ce n'est qu'une fois la victoire acquise, que les USA et la plupart des Européens ont commencé à plaider du bout des lèvres en faveur de la démocratisation et du transfert ordonné du pouvoir.

A preuve, les USA ont maintenu leur soutien capital aux régimes despotiques du Yémen et de Bahreïn en dépit de leurs violations brutales des droits humains, de l'assassinat arbitraire de manifestants pacifiques et de l'emprisonnement des dirigeants réformistes, et cela simplement parce que ces régimes se sont montrés capables - du moins temporairement - de contenir les révoltes par le recours brutal à la force. Une fois que ces régimes commenceront à s'effriter, les USA cesseront inmanquablement de les soutenir. En dernière analyse, c'est la *realpolitik* qui prévaudra, tandis que les principes et le véritable attachement aux droits humains et au droit international - passés sous silence dans le discours d'Obama - seront, comme d'habitude, relégués au second plan.

Et voilà que l'administration US offre aux Tunisiens et aux Égyptiens un mesquin pot-de-vin sous forme de l'« allègement de la dette » après avoir été de mèche avec leurs régimes tyranniques pour piller leurs pays respectifs et investir la très grande partie de ce butin aux USA et en Europe occidentale . M. Obama doit penser que les Arabes ont la mémoire très courte ou qu'ils sont lents à comprendre. Moins il mettra de temps à se rendre compte qu'il s'est gouré dans les deux cas, plus son administration arrivera à se pénétrer de la véritable signification historique et des répercussions du printemps arabe et en outre, la politique étrangère US aura ainsi des chances de devenir plus juste, plus cohérente et plus pertinente.

Dans son discours politique de jeudi, la seule mention des frontières de 1967 comme base territoriale de « négociations » a valu à Obama l'indignation synthétique du gouvernement israélien. Son ajout « avec des échanges de terres convenus » a été intentionnellement ignoré dans les attaques courroucées que lui ont lancées les officiels israéliens et leurs lobbyistes. Obama a donc fait d'énormes efforts dans son discours à l'AIPAC pour expliquer que ce qu'il voulait en fait dire est que les frontières de 1967 ne resteraient pas les mêmes, puisqu'il fallait tenir compte des colonies construites par Israël sur les terres palestiniennes occupées pendant les 44 années de l'occupation. En plaçant carrément dans ses deux discours les intérêts d'Israël avant tout le reste, y compris avant les intérêts des USA qui veulent depuis longtemps assurer la « stabilité » et gagner les coeurs et les esprits dans la région, M. Obama s'est encore plus éloigné de ce but . Il confirme son allégeance en argumentant que mettre fin à l'occupation permettra à Israël d'avoir un État juif et à contourner son isolement international croissant.

À en juger par les nombreuses colonnes d'opinion et les interviews sur les grandes chaînes de télévision arabes, le premier discours politique du président Obama n'a pas beaucoup impressionné les publics arabes, notamment les Palestiniens, pour plusieurs raisons dont j'aborderai les principales.

Tout d'abord, il y a peu d'Arabes qui font confiance au gouvernement Obama, surtout après qu'il eut honteusement battu en retraite sur sa demande de gel des colonies construites illégalement sur les territoires palestiniens et syriens occupés. Que l'administration US ne soit absolument pas arrivée à obliger Israël à arrêter la construction de ses colonies- crime de guerre selon le droit international- lui a fait perdre énormément de crédibilité aux yeux du monde arabe. Si Israël n'écoute pas son principal bienfaiteur pour une question relativement mineure, comment compter que les USA arrivent à lui faire reconnaître les droits inaliénables les plus essentiels du peuple palestinien ?

Deuxièmement, la droite fanatique israélienne au pouvoir en Israël avec Nétanyahou au gouvernail, a montré par le biais de ses groupes de lobbyistes dotés de grands moyens qu'elle a beaucoup plus d'influence au congrès US qu'Obama et son administration dans l'élaboration de la politique au Moyen-Orient. Les USA ont non seulement été forcés de se faire publiquement humiliés en pliant devant les diktats israéliens et en revenant sur la condamnation des colonies israéliennes comme étant illégales et un obstacle à la paix ; ils ont dû opposer leur veto à une résolution des Nations unies reproduisant cette politique US fondamentale, que soutenait une très grande majorité.

La rebuffade publique administrée par Nétanyahou à Obama lors de leur rencontre de vendredi n'a pas contribué à réparer les dégâts. Il s'ensuit, que quoi que M. Obama dise maintenant, très peu de gens le prendront au sérieux sachant que c'est le gouvernement israélien d'extrême droite qui fixera en définitive la politique US dans cette partie du monde

Troisièmement, les deux poids deux mesures appliqués par M. Obama a atteint un nouveau record, quand il a brandi de nobles termes tels que « autodétermination », « démocratie inclusive », « droit inaliénable à la liberté » tout en excluant largement le peuple palestinien du groupe de nations habilitées à jouir de ces droits inhérents. Il a parlé de « l'évidente vérité que tous les hommes sont créés égaux », mais il a ignoré le système israélien de discrimination raciale que le département d'État US a lui-même constamment condamné comme étant « une discrimination institutionnelle, légale et sociale » à l'encontre des Palestiniens indigènes qui sont citoyens d'Israël. En fait, cette discrimination légalisée correspond à la définition donnée à l'apartheid par les Nations unies.

En outre, en parlant de l'appui de son gouvernement à la lutte non-violente pour la liberté et l'égalité des droits, Obama a à nouveau exclu la résistance pacifique des Palestiniens contre l'occupation et l'apartheid israéliens. La plupart des Palestiniens pratiquent la non violence depuis de longues années qu'il s'agisse du boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) lancé par la société civile, des manifestations pacifiques de masse contre le mur et les colonies, ou dernièrement les marches pacifiques pour commémorer la Nakba qui ont traversé la frontière pour pénétrer sur le plateau du Golan occupé, créant un précédent historique riche d'un potentiel de longue portée.

Ajoutant dans son discours l'insulte à l'injure, Obama a insisté sur la reconnaissance d'Israël en tant que « État juif » expression à laquelle il est revenu en parlant d'un « État du peuple juif » appuyant ainsi la définition extra-territoriale donnée par Israël à la nationalité qui refuse essentiellement aux citoyens non juifs d'Israël, Palestiniens de souche, des droits égaux simplement en raison de leur identité, en violation évidente du droit international. Imaginez que le président des USA décrive les USA comme une nation chrétienne ou la nation des chrétiens du monde. Pourquoi Israël devrait-il être au-dessus de la loi des nations et être autorisé à maintenir un régime ethnocentrique d'exclusion qui relègue automatiquement ses citoyens « non juifs » à une citoyenneté de deuxième zone avec des droits limités en raison de leur identité ethnique ou religieuse ? Comment un État quel qu'il soit peut-il être autorisé à se définir comme celui de certains de ses citoyens, et non pas de tous ses citoyens ? Qu'est-il arrivé à l'engagement prétendu de M. Obama envers l'égalité et la « démocratie inclusive » ? Selon le même raisonnement, le droit international n'excuse pas un État d'exclusion raciste qu'il soit islamique, chrétien, hindou ou autre qui institutionnalise la discrimination raciale et un régime d'apartheid contre une partie de ses citoyens sur la base d'attributs ethniques, religieux ou de toute autre caractéristique.

Pour tracer la voie vers une paix juste, globale et durable au Moyen-Orient, il faut que toutes les parties respectent le droit international et les droits humains universels. Aussi longtemps que l'administration US continuera à subventionner massivement à coups de milliards de dollars annuels l'intransigeance israélienne et à protéger le système israélien comportant plusieurs niveaux d'oppression coloniale des Palestiniens contre la censure et les sanctions internationales, aucun discours glamour de M. Obama n'aura de chances de ralentir la descente des USA dans la non pertinence alors que cette région stratégique est en train de remodeler l'histoire moderne.

Omar Barghouti - MondoWeiss

27 mai 2011 -

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10672

3-4 The Jerusalem Fund : Ce que veut dire et ne veut pas dire l'ouverture de Rafah...

La nouvelle a été saluée par beaucoup dans le monde entier cette semaine, lorsque des articles sur une décision prise par le gouvernement militaire actuel d'Égypte d'ouvrir le passage de Rafah ont refait surface. Mais que signifie l'ouverture de Rafah ?

Certains vont sans aucun doute proclamer que la vie à Gaza s'améliore maintenant et que le siège est terminé. Mais le siège qui piège Gaza est très complexe. Ignorer les nuances de cette décision d'ouverture et penser que Gaza équivaut à une grosse boîte dont le couvercle vient d'être levé est complètement erroné. Il est important, en particulier à l'heure où l'anniversaire de l'attaque sur le Mavi Marmara approche, de comprendre ce que signifie et ce que ne signifie pas l'ouverture de Rafah, et de redoubler nos efforts pour sensibiliser l'opinion et défier le siège israélien ininterrompu de la Bande de Gaza.

30 Mai

Ce que l'ouverture de Rafah ne veut pas dire : le siège est terminé

Le siège de la Bande de **Gaza** est une fermeture multi-couches aux nombreuses dimensions. Plusieurs politiques de bouclage contribuent à l'effet de siège, et l'ouverture de Rafah n'aura vraisemblablement pas un impact majeur sur l'effet global, simplement parce que les autres décisions de fermeture, imposées par **Israël**, ne changent pas.

Tout d'abord, qu'est exactement le passage de Rafah ? Rafah est une ville palestinienne dans la Bande de **Gaza**, à cheval sur la frontière avec l'Égypte. Un terminal existe à la frontière pour faciliter le passage des gens à travers la frontière, mais Rafah n'est pas conçu comme un passage pour les marchandises. L'ouverture de Rafah, tandis qu'elle peut permettre aux gens de **Gaza** de sortir (**avec la permission de l'Égypte toujours nécessaire bien sûr**), a peu d'effets sur la quantité réelle des produits qui entrent et sortent de **Gaza**.

Les autres couches du siège

Les autres passages : Pour des raisons logistiques, historiques et d'infrastructures, d'autres points de passage vers **Gaza** sont conçus pour l'entrée des marchandises commerciales et humanitaires. Grâce aux données de l'Office des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, qui enregistre tout ce qui est autorisé à entrer à **Gaza**, quand et par quel endroit, on peut voir un contraste frappant entre les différents passages. L'ensemble des données du 19 juin 2007 au 19 mai 2011 présentées dans ce camembert montre que très peu de marchandises passent par le passage de Rafah.

Mais ce graphique ne dit pas tout. Aujourd'hui, la plupart de ces passages ont été fermés et, en fait, à ce jour de 2011, **95% des camions** qui ont été autorisés à entrer à **Gaza** sont passés par le carrefour Kerem Shalom. **Israël** a, au fil du temps, pratiquement bouclé tous les autres passages.

Les dizaines d'années d'occupation israélienne de **Gaza**, et l'histoire de **Gaza** en tant que partie intégrante de la **Palestine** historique depuis des millénaires, ont créé des réalités d'infrastructure et logistiques qui rendent l'approvisionnement par le nord beaucoup plus facile que par le sud. La densité de la population de **Palestine**/**Israël** au cours du temps a toujours été plus importante que celle du Sinaï d'Égypte, ce qui signifie que les ressources étaient situées au milieu de la **Palestine**

historique et distribuées naturellement à son périmètre.

En conservant un contrôle total des autres passages, **Israël** est toujours en mesure de maintenir sa politique de siège pratiquement dans la même exacte mesure qu'avant l'ouverture de Rafah. A moins que l'Égypte et la **Palestine** ne réorganisent complètement le passage de Rafah et l'infrastructure qui l'entoure des deux côtés de la frontière, il est peu probable qu'il y ait le moindre changement. De plus, de tels changements sont hautement improbables pour des considérations tant politiques qu'économiques. Ce n'est tout simplement pas un investissement rentable de ravitailler **Gaza** en faisant un détour quand la terre à laquelle elle a toujours été intégrée d'un point de vue économique est dans sa partie nord. En outre, la séparation de **Gaza** de la **Palestine** historique est de toute façon un champ de mine politique à cause de ses implications politiques dans la lutte pour l'autodétermination des Palestiniens.

Électricité et eau :

Pour beaucoup des mêmes raisons expliquées ci-dessus, **Gaza** est très largement dépendante d'**Israël** lorsqu'il s'agit d'électricité. Ce [rapport spécial de 2010](#) d'OCHA déclare que "les besoins de la Bande de **Gaza** sont entre 240 et 280 mégawatts (MW), dont au moins 42% sont achetés à **Israël**, distribués par des câbles d'alimentation séparés le long de la Bande de **Gaza**, et 6 à 7% sont achetés à l'Égypte, distribués principalement dans la région de Rafah."

Le rapport explique bien la genèse du problème de l'électricité :

*"La pénurie d'électricité dans la Bande de **Gaza** remonte à juin 2006, lorsque l'aviation israélienne a détruit les six transformateurs au cours d'une frappe aérienne. Cinq mois plus tard, la centrale électrique a repris la production, mais à un niveau considérablement réduit ; elle a produit environ 65 MV (sur une capacité potentielle de 80 MV), comparés aux 118 MW de production de pointe (sur une capacité potentielle de 140 MW) avant le bombardement.*

*L'imposition par **Israël** d'un blocus sur la Bande de **Gaza** en juin 2007, après la prise de contrôle par le Hamas, a encore resserré les restrictions existantes sur les importations des pièces détachées, des équipements, des consommables et du carburant industriels nécessaires à l'exploitation de la centrale et au réseau électrique. Il y a eu en conséquence un déficit chronique du niveau de production électrique de la centrale de **Gaza**. Depuis janvier 2010, le déficit électrique journalier s'est aggravé, suite à l'expiration de la subvention directe de la Commission européenne pour l'achat du carburant de la centrale. Depuis lors, la centrale s'est arrêtée complètement deux fois, par manque de carburant. La centrale ne fonctionne actuellement qu'avec une turbine et ne produit que 30 MW d'électricité, par rapport à sa production moyenne de 60-65 MW en 2009.*

Le contrôle d'**Israël** sur l'essentiel de l'électricité produite *en dehors* de **Gaza** et sa capacité à nier le développement durable de la production d'électricité à l'intérieur de **Gaza** en empêchant l'entrée des matériaux nécessaires pour ramener la centrale en capacité, lui donne le contrôle effectif sur l'interrupteur électrique de **Gaza**.

L'électricité a également un impact direct sur le problème de l'eau potable. Amnesty International [rapporte](#) que 90 à 95% de l'eau potable de **Gaza** est contaminée et impropre à la consommation. Les Nations Unies ont même [trouvé](#) que l'eau en bouteille à **Gaza** contenait des contaminants, vraisemblablement dus aux bouteilles en plastiques recyclées dans des usines qui ne fonctionnent pas correctement. Le manque d'électricité suffisante pour les usines de dessalement et d'épuration provoque l'infiltration de quantités importantes d'eaux usées dans l'aquifère côtier de **Gaza**, la principale source d'eau pour la population.

Le blocus : Les gens utilisent souvent les mots blocus et siège de façon interchangeable, ce qui est inexact. Le blocus de **Gaza** est appliqué par la marine israélienne au large des côtes de **Gaza** et dans ses eaux territoriales. Le siège est une combinaison de politiques restrictives et punitives qui comprennent le blocus, mais aussi certains des autres problèmes évoqués plus haut. Le blocus lui-même, cependant, a un impact spécifique mais également dévastateur sur **Gaza**, sa population et son économie. Pour l'industrie de la pêche de **Gaza**, il a été destructif. **Israël** impose son blocus naval illégal à 3 miles nautique (la plupart des poissons des eaux territoriales de **Gaza** [se trouvent au-delà de cette limite](#)) et lorsque les pêcheurs de **Gaza** s'en approchent trop, la marine israélienne leur tire dessus.

En fait, ce matin même [27 mai], [trois pêcheurs ont été blessés](#) lorsque des vedettes israéliennes ont fait feu sur eux.

Alors qu'**Israël** prétend que son blocus est destiné à empêcher l'entrée d'armes à **Gaza**, il lui reste encore à fournir une explication au sujet des tirs sur des pêcheurs palestiniens venant de **Gaza** sur des canots. Les effets de ces actions sont si graves qu'un territoire côtier à l'histoire maritime riche fait de l'élevage de poissons et importe maintenant du poisson frais d'**Israël**. Inutile de dire que l'ouverture du passage de Rafah aura peu d'impact sur cet aspect du siège.

Ce que l'ouverture de Rafah signifie vraiment : la fermeture d'un chapitre sombre de l'histoire de l'Égypte

Le siège de la Bande de **Gaza** est une politique honteuse qui punit collectivement des civils, en contrevention directe au droit humanitaire international et est une cicatrice affreuse sur la conscience de la communauté internationale. L'Égypte a malheureusement joué un rôle indéniable dans cette politique sous le régime Moubarak, en dépit du fait que la plupart des Égyptiens ont dénoncé avec véhémence cette politique. Tandis que la fermeture égyptienne de Rafah fut une contribution mineure aux effets globaux du siège comparés aux restrictions israéliennes, le régime complice Moubarak était considéré comme traître aux yeux de la plupart dans le monde arabe et musulman. Les Palestiniens et une grande majorité des gens de par le monde savaient que la population d'Égypte était en désaccord avec ce que son gouvernement faisait. Tous ceux qui en doutait en furent totalement convaincus après le 25 janvier 2011.

Toutefois, c'est le rôle que jouera la nouvelle Égypte vis-à-vis de **Gaza** qui déterminera si c'est vraiment la fin d'un chapitre sombre de son histoire, et si l'ouverture de Rafah est la première ou la dernière démarche qu'elle prendra pour rompre la politique de siège imposée par les Israéliens. Garantir que les Palestiniens de **Gaza** puissent entrer et sortir de **Gaza** librement par le passage de Rafah nouvellement ouvert, sans visas discriminatoires et retards de contrôles sécuritaires qui ont cassé la mobilité par le passé, serait un prochain pas extrêmement important dans la bonne direction.

Source : [The Jerusalem Fund](#)

Traduction : MR pour [ISM](#)

3-5 Khaled Amayreh : Célébrer 63 années de nettoyage ethnique...

Israël célèbre ces jours-ci les 63 années de son *indépendance*. Toutefois, il serait plus exact de dire que l'Etat juif célèbre 63 années de vol de terres, de nettoyage ethnique et d'oppression systématique du peuple palestinien, véritable propriétaire de la Palestine.

Enfants palestiniens dans un camp de réfugiés géré par l'UNRWA, après l'expulsion de leurs familles de Palestine par les milices sionistes en 1948

En effet, sans ce lent génocide contre le peuple palestinien, que de nombreux intellectuels et historiens juifs ont fini par reconnaître, l'Etat voleur n'aurait probablement jamais vu le jour.

La naissance illégitime d'Israël en 1948 a été sans aucun doute un acte brutal, un viol commis par des gangs sionistes originaires d'Europe orientale qui ont amené dans leurs bagages toutes les caractéristiques des idéologies fascistes et staliniennes qui caractérisaient cette partie du monde.

Ces gangs ont veillé à imiter, à copier, la totalité ou la plupart des crimes génocidaires et des pratiques racistes appliqués contre les Juifs en Europe, amenant le premier ministre israélien de l'agriculture [à l'époque de la Nakba], Aharon Zisling, à admettre que « nous avons commis des actes nazis. »

La déprivation morale totale et la criminalité de ces gangs terroristes sionistes ont poussé le Président Truman à faire remarquer : « j'ai bien peur que les Juifs sont comme tous les opprimés. Quand ils arrivent au sommet, ils sont tout aussi intolérants et cruels que ceux qui l'étaient vis-à-vis d'eux quand ils étaient au-dessous. Je regrette profondément cette situation parce que ma sympathie a toujours été de leur côté. »

Pour blanchir leur crime, sans aucun doute un des pires dans l'Histoire, les sionistes ont fabriqué un des plus grands mensonges, concocté toutes sortes de récits sur les fausses prétentions d'une patrie pour les Juifs et pour le peuple juif. Certains juifs sionistes, en exploitant le tabou de l'antisémitisme en Occident en particulier au lendemain du massacre des communautés juives par les Nazis, ont été assez culottés pour inventer le concept de race juive qui va à l'encontre des faits de la biologie, de la généalogie, de l'anthropologie et de l'Histoire.

Les sionistes, qui mentent autant qu'ils respirent, n'ont aucune limite dans leur volonté « de prouver » la « véracité » de leur immense mensonge.

Par exemple, j'ai discuté avec certains fanatiques sionistes récemment sur le fait que les Juifs blancs et lettons ne pouvaient pas avoir le même ancêtre comme par exemple Jacob, le personnage biblique, que les Juifs noirs et éthiopiens. Mais les sionistes ne n'ont que faire de la vérité. Ils ont fait valoir que la raison pour laquelle les Juifs lettons et russes étaient si blancs était que beaucoup de femmes juives avaient été violées par les *Goyems* [non-juifs] de ces pays, ce qui expliquait que ces femmes aient donné naissance à des enfants blancs !

La vérité est que le récit sioniste n'a comme justificatif que la domination de la force brute sur la vérité. Cependant, cette domination ne durera pas éternellement. Israël finira par subir le même sort que tous les projets colonialistes et toutes les croisades. Oui, ce n'est pas pour demain, mais cela se fera...

Les Juifs de conscience se rendent sans doute compte que la célébration de l'usurpation de la patrie d'un autre peuple n'est pas vraiment une victoire, certainement pas une victoire morale. En effet, les personnes qui vivent dans des maisons appartenant à d'autres personnes, qui aiment les vergers et les vignobles appartenant à d'autres personnes expulsées par les armes, simplement parce qu'elles se trouvaient être « non-Chosenites » [non-choisis par Dieu] sont soit désespérément psychotiques ou irrémédiablement immorales.

Pourtant, c'est le cas de la majorité des Juifs d'Israël. Ils sont venus de terres lointaines pour prétendre à une patrie qui n'est pas la leur. Et quand les indigènes de cette terre, les Séminoles, Navajos et Cherokees de la Palestine, ont protesté ou résisté face à la terreur organisée par ces voyous et ces envahisseurs venus d'Europe de l'Est, les sionistes ont traité leurs victimes de terroristes et d'anti-sémites.

Les Juifs sionistes perdent leur sang-froid lorsque nous rappelons au monde la similitude entre ce que les nazis ont fait aux Juifs au cours de la seconde guerre mondiale et ce que les nazis de notre époque, les sionistes, ont fait aux Palestiniens. Cependant, posons-nous la question suivante : les nazis étaient-ils « nazis » seulement parce qu'ils ont construit et utilisé des chambres à gaz pour incinérer leurs victimes juives et non-juives ? Les nazis auraient-ils été moins mauvais et donc « moins nazis » s'ils avaient anéanti leurs victimes par des balles au lieu de fours, ou en les faisant mourir de faim comme Israël l'a fait pour les Palestiniens ? D'ailleurs, si les Juifs avaient le droit d'appeler « le navire Exodus » un Auschwitz flottant, pourquoi serait-il interdit aux Palestiniens à qualifier de « nazie » l'expulsion consommée de tout un peuple de sa patrie ancestrale ? Les Israéliens ont le droit exclusif de traiter leurs détracteurs et leurs ennemis de « nazis » alors que d'autres, par exemple les Palestiniens, n'ont pas un droit similaire en qualifiant les criminels israéliens de « nazis » ?

Il y a soixante-trois ans, les sionistes ont rasé 438 villages palestiniens, empoisonné ou détruit des puits pour faire en sorte que leurs propriétaires légitimes ne reviennent pas. Aujourd'hui, les sionistes continuent à se comporter selon les mêmes traditions, démolissant des maisons, détruisant des fermes et rétrécissant jour après jour l'espace dévolu aux Palestiniens dans le but de les faire émigrer.

Aujourd'hui, dans chaque école secondaire de premier cycle en Amérique, on lit Anne Frank, tandis que dans chaque lycée « La Nuit » d'Elie Wiesel est une lecture indispensable. Cet écrivain assure effrontément qu'il s'identifie facilement avec les crimes israéliens, et qu'il ne peut pas se résoudre à dire de mauvaises choses au sujet d'Israël.

Les victimes de la première Nuit de Cristal [novembre 1938 - tournant dramatique dans la politique antisémite du gouvernement de l'Allemagne nazie] ont bénéficié de la sympathie et du soutien du monde, tout en ayant en même temps réussi à diaboliser un peuple tout entier pour qui la Nuit de Cristal reste une nuit sans fin.

Aujourd'hui, 63 années de viol, de vol et d'oppression sont fêtées et sanctifiées par les enfants, les petits-enfants et arrières petits-enfants de l'holocauste. Et le résultat de tout cela est une entité oppressive pratiquant tous les dépravations concevables et employant tous les types de mensonges pour cacher ce qui devrait faire sa honte.

Israël célèbre la liberté, tandis que plus de neuf millions de Palestiniens sont traités comme des esclaves ou des adeptes d'un Dieu de moindre importance, certains croupissant dans des camps de réfugiés depuis 63 ans, ou étant soumis à d'horribles conditions telles que la détention de masse, la famine collective, la persécution quotidienne, sans aucune liberté et très peu d'espoir en un avenir meilleur.

Je ne sais pas avec certitude dans quelles conditions surviendra la fin d'Israël. Cependant, je suis sûr d'une chose. Cette fin arrivera plus tôt que beaucoup de gens ne l'imaginent.

Peut-être alors les Palestiniens, et aussi les Juifs, trouveront-ils la vraie liberté. Après tout, le sionisme a fait de beaucoup de Juifs, êtres humains respectables, des voleurs de terres, des tueurs d'enfants, et surtout des adeptes du mensonge.

Khaled Amayreh

11 mai

Traduction de l'anglais : Nazem

14 mai

<http://qassam.ps/news-4517-Celebrat...>

3-6 Un rapport explosif de B'Tselem : L'annexion israélienne de la vallée du Jourdain et du nord de la Mer Morte.

L'association israélienne de défense des droits de l'homme vient de publier un rapport montrant point par point comment Israël a instauré dans ces territoires palestiniens un régime qui en exploite intensivement les ressources, à plus grande échelle que nulle part ailleurs en Cisjordanie, et a déjà annexé plus des 3/4 de la vallée du Jourdain et du secteur septentrional de la Mer Morte.

Dépossession et exploitation : la politique israélienne dans la vallée du Jourdain et au nord de la Mer Morte.

La vallée du Jourdain et le secteur septentrional de la Mer Morte incluent les plus importantes réserves territoriales de la Cisjordanie. La zone couvre 1,6 million de dunams (1 dunam = 1000m²), ce qui constitue 28,8% de la Cisjordanie. Soixante cinq mille Palestiniens y vivent répartis dans 29 agglomérations, et environ 15 000 autres Palestiniens résident dans de petites localités bédouines. Quelque 9 000 colons vivent dans 37 colonies de la zone (y compris dans 7 implantations sauvages).

Mainmise sur les terres

Israël a eu recours à différents moyens pour prendre le contrôle de la plus grande partie des terres de la zone :

- Des milliers de dunams ont été confisqués aux réfugiés palestiniens et utilisés pour construire là les premières colonies, dès 1968 et tout au long des années soixante-dix. Ceci, en violation d'un ordre militaire.
- Par le biais de manipulations juridiques, Israël a élargi l'inventaire du « territoire national », de sorte que 53,4% de la zone, soit quatre fois plus qu'avant 1967, sont désormais répertoriés comme territoire national.
- Israël a déclaré terrains d'exercices militaires 45,7% de la zone, bien que ces espaces soient situés à proximité de voies de communication majeures, le long de secteurs de colonisation bâtis ou consacrés à l'agriculture, ou encore qu'ils incluent des terrains de colonisation exploités.
- Israël a enclos environ 20% de la zone en les classant comme réserves naturelles, alors que seule une petite partie en a été développée et rendue propre à la visite. Deux tiers des secteurs classés comme réserves naturelles sont aussi des terrains d'exercice militaire.
- Israël a confisqué des terres au nord de la vallée du Jourdain pour le Mur de séparation et a réalisé 64 champs de mines près de la route du Jourdain. Or l'armée elle-même conteste désormais la nécessité des mines comme mesures de sécurité.

Par ces procédés, Israël a pris le contrôle de 77,5% du sol, en empêchant les Palestiniens d'y bâtir, d'y exploiter la terre ou d'y demeurer. 12% de la zone a été dévolue à la colonisation, y compris la totalité de la côte septentrionale de la Mer Morte. La politique israélienne a mis en pièces la sphère spatiale palestinienne et a isolé les localités palestiniennes. Au cours des deux dernières années, l'administration civile n'a eu de cesse de démolir les structures des communautés bédouines de la zone, bien que plusieurs d'entre elles soient antérieures à 1967.

Mainmise sur les ressources hydriques.

La plupart des forages israéliens en Cisjordanie – 28 forages sur 42 – se trouvent dans la vallée du Jourdain. Ces forages procurent annuellement à Israël quelque 32 millions de mètres cubes, dont la majeure partie est attribuée aux colonies. L'attribution annuelle d'eau aux 9 400 colons de la zone, à partir des forages de la vallée du Jourdain, de recyclage des eaux usées et de réservoirs artificiels est de 45 millions de mètres cubes. L'eau allouée aux colonies leur a permis de développer des procédés d'agriculture intensive et de cultiver tout au long de l'année, leur production étant pour la plus grande part exportée. L'eau attribuée aux colonies représente à peu près le tiers de la quantité d'eau accessible aux 2 millions et demi de Palestiniens vivant en Cisjordanie.

Le contrôle par Israël des ressources hydriques de la zone a entraîné le tarissement d'un certain nombre de puits palestiniens et a conduit à la diminution de la quantité d'eau que peuvent produire d'autres puits et sources. Par comparaison, en 2008, les Palestiniens pompaient 31 millions de mètres cubes, soit 44% de moins que ce qui était produit dans la zone avant l'agrément intérimaire israélo-palestinien de 1995. A cause de la pénurie d'eau, des Palestiniens ont été contraints à délaissier une agriculture qui avait été active et à se rabattre vers des productions moins rentables.

Dans le gouvernorat de Jéricho, la proportion de terres consacrées à l'agriculture est la plus faible parmi les gouvernorats palestiniens de Cisjordanie – 4,7%, comparé à une moyenne de 25%.

Le contrôle israélien de la plupart des terres empêche par ailleurs une distribution équitable des ressources hydriques aux agglomérations palestiniennes de la zone, mais aussi le transfert d'eau vers des localités palestiniennes qui lui sont extérieures. La consommation d'eau dans les localités bédouines correspond à la quantité que les Nations Unies ont fixée comme étant le minimum pour survivre dans les secteurs de désastre humanitaire.

Restrictions de mouvement

Dans le cadre de l'assouplissement des restrictions de circulation en Cisjordanie lancé en 2009, Israël n'a pas supprimé les restrictions de mouvement dans la vallée du Jourdain, et ce malgré l'absence de menaces contre la sécurité dans cette zone. Israël maintient en fonctionnement quatre postes de contrôle dans la vallée du Jourdain - Tayasir, Hamra, Ma'ale, Efrayim, et Yitav. A ces postes de contrôle, ne sont autorisés à passer que les véhicules appartenant à des Palestiniens qu'Israël reconnaît comme résidents du secteur.

Ces restrictions à la circulation obèrent considérablement la vie des Palestiniens, dès lors que la plupart des structures éducatives et médicales supposées ouvertes aux résidents locaux sont situées hors de la zone.

Restrictions sur la construction.

La politique planificatrice d'Israël dans la vallée du Jourdain rend impossible aux Palestiniens de bâtir et de développer leurs agglomérations.

L'administration civile n'a préparé des plans que pour une fraction minuscule des localités palestiniennes. En outre, ces plans ne sont rien d'autres que des projets de démarcation, qui n'allouent pas d'espace pour de nouvelles constructions ni des expansions. A titre d'exemple, le plan concernant Al-Jiftlik, la plus grande localité de la Zone C (placée sous contrôle israélien intégral), a laissé hors de ses limites 40% de l'espace constructible du village ; en conséquence de quoi, les maisons de nombreuses familles sont en péril de démolition. Le plan concernant Al-Jiftlik est plus restreint en surface que celui qui a été élaboré pour la colonie de Maskiyot, bien que Al-Jiftlik compte 26 fois plus d'habitants.

Mainmise sur les sites touristiques.

Israël a pris le contrôle de la plupart des principaux sites touristiques de la zone – la côte septentrionale de la Mer Morte, Wadi Qelt, les grottes de Qumran, les sources de la réserve de 'Ein Fashkha, et le site de Qasr Alyahud (là où Jean Baptiste a baptisé Jésus). Des organismes israéliens administrent ces sites. Israël limite par ailleurs l'accès des touristes à Jéricho, en les canalisant vers l'entrée sud de la ville. La conséquence étant que peu de touristes en visite à Jéricho y passent la nuit, ce qui entraîne de lourdes pertes pour l'industrie touristique de la ville.

Exploitation des ressources naturelles.

Israël autorise des entrepreneurs israéliens à exploiter les ressources de la zone.

La firme de cosmétiques Ahava, dans le kibboutz Mizpe Shalem, élabore ses produits à partir des boues à haute teneur minérale de la Mer Morte septentrionale. Une carrière israélienne proche de la colonie Kokhav Hashahar produit des matériaux de construction. Israël a également mis en place dans la vallée du Jourdain des installations pour le traitement de l'eau et l'enfouissement des ordures en provenance d'Israël et des colonies.

Le droit international prohibe l'établissement de colonies dans des territoires occupés et l'exploitation de leurs ressources. B'Tselem appelle Israël à évacuer les colonies, à donner aux Palestiniens accès à toutes les terres qui leur ont été fermées et à leur permettre d'utiliser à leur usage les ressources hydriques. En outre, Israël doit fermer les entreprises qui profitent des ressources minérales et des autres ressources naturelles dans la zone, et démembrer les dispositifs de dépôt des ordures.

Source : <http://www.btselem.org/English/Publ...>

Centre israélien d'information sur les droits de l'homme dans les Territoires Occupés. Rapport exhaustif, mai 2012

Dépossession et exploitation : la politique israélienne dans la vallée du Jourdain et au nord de la Mer Morte

Dimanche 22 mai 2011.

(Traduit de l'anglais par Anne-Marie PERRIN pour CAPJPO-EuroPalestine)

Source : CAPJPO

<http://www.europalestine.com/...>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19